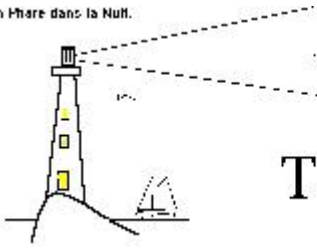


Un Phare dans la Nuit.



# TOCQUEVILLE MAGAZINE

**N° 523 24 AVRIL 2007**



**Tocqueville Magazine est catholique. Il s'intéresse à tous les problèmes de société, mais en priorité aux problèmes économiques, favorisant les libertés économiques, qui sont le meilleur moyen de faire "pousser le blé". Il est mis à jour (presque) chaque mardi à 0 heures.**

**Reproduction: Les textes et articles de TOCQUEVILLE MAGAZINE peuvent être reproduits librement avec indication de la provenance.**

---

## **LE SACRE-COEUR**

**Le du Sacré-Coeur à Sainte Marguerite-Marie Alacoque :**

**"Autant de fois que tu feras la rencontre de ma croix et la mettras par Amour dans ton coeur, autant de fois tu recevras et ressentiras ma présence qui la suit partout comme étant le vrai caractère de mon Amour. Je chéris si fort la croix que je ne peux m'empêcher de m'unir étroitement à ceux qui la portent comme Moi et par amour pour Moi.**

---

**Contact : micheldeponcins@easyconnect.fr**

---

**LES TEXTES DE TOCQUEVILLE MAGAZINE PEUVENT ETRE REPRODUITS LIBREMENT**

---

## **EDITO**

### **LES AVANTAGES INSENSÉS DES DÉPUTÉS : DES MILLIERS DE CHÔMEURS AU TAPIS**

**Avant de quitter la présidence de l'Assemblée Nationale, Jean Louis Debré, nouveau président du conseil constitutionnel, a fait un joli cadeau à ses amis députés de tous les partis : une disposition, votée en catimini par tous les groupes, permet à tous les députés non réélus en juin prochain, de continuer à percevoir leur indemnité parlementaire pendant encore 60 mois, au lieu de 6 actuellement.**

**Bien entendu cette généreuse « indemnité chômage » est totalement inconditionnelle, et l'heureux bénéficiaire de cette jolie rémunération de 4 ans et demi, n'est tenu à aucun engagement quelconque, comme par exemple justifier de la recherche d'un nouvel emploi, d'une visite mensuelle auprès d'un conseiller ANPE, ou d'une activité justifiant cette "aide sociale", bref, tout ce qui est demandé à des chômeurs ordinaires.**

**En fait, après que l'information scandaleuse ait commencé à circuler, Debré a voulu rectifier le tir en indiquant que cet avantage hors du commun était financé par une cotisation de 0,50% prélevé sur les traitements des députés depuis 1997. Toutefois, ces indications sont sans valeur aucune puisque les comptes de l'Assemblée nationale sont cadenassés et que personne n'y a accès. La normale voudrait que n'importe quel citoyen et, en particulier, les journalistes puissent passer au crible tout le détail de ces comptes et vérifier toutes les factures puisqu'ils s'alimentent à la rivière argentée des fonds publics. Ce type de vérification est possible dans tous les pays civilisés. La France est devenue à bien des égards un pays barbare.**

**Quelque soit le coût de cette faveur incroyable, ce sont des milliers de chômeurs au tapis**

**M.P.**

---

**DU NEUF ET DU DÉJÀ VU**

## **LE PREMIER MINISTRE ET SA BUREAUCRATIE**

**Un rapport sur les organismes de toute nature rattachés au premier ministre vient de sortir. Les magistrats de la Cour des Comptes, eux-mêmes complices du système, observent : « loin de s'accompagner d'une réduction des effectifs de l'administration, le développement de ces comités, commissions et structures diverses est à bien des égards et de façon paradoxale, l'un des symptômes des difficultés de l'État à se réformer ». Le fait que les magistrats écrivent « de façon paradoxale » est bien le signe de leur complicité : nos lecteurs savent fort bien que l'incapacité de l'État à se réformer est dans la nature d'un État obèse et que ce n'est pas du tout paradoxal.**

**La Cour a enregistré 29 organismes qu'ils ont eu de la peine à recenser : par exemple, la commission permanente de la modernisation des services publics, le Haut conseil du secteur public, un organisme qui ne s'est pas réuni depuis plusieurs années. Et aussi le comité interministériel consultatif d'action sociale et encore le « Comité stratégique pour le numérique » (sic)**

**Le coût très difficile à évaluer de ces organismes est de 11 millions d'euros, selon la Cour, et ils immobilisent 80 fonctionnaires. Mais ces chiffres sont pour beaucoup de raisons inférieurs à une réalité qui est, dans le désordre habituel de la comptabilité publique, pratiquement impossible à connaître.**

## **DE MOINS EN MOINS DE CAISSIERES.**

**Les princes qui nous gouvernent ou envient de le faire doivent détester les caissières de grands magasins, qui, pourtant, sont de respectables travailleuses.**

**Elles sont au nombre de 400 000 environ et, à terme, les emplois de 200 000 d'entre elles sont menacés. Les hausses permanentes du SMIC poussent les patrons de magasins à mettre en place des progrès technologiques comme, par exemple, la saisie automatique des articles vendus sans que les caissières est à intervenir.**

**Évidemment il y a d'autres motifs qui peuvent aussi détruire ces emplois comme la difficulté de licencier dans le cadre du criminel code du travail. Néanmoins les augmentations permanentes de SMIC jouent inévitablement un rôle majeur dans tous les calculs.**

---

## **COURRIER DES LECTEURS**

**A PROPOS DU TABOU DU "DROIT DE GREVE".**

**Nous avons reçu à propos du flash en question un courrier intéressant de François Guillaumat, l'économiste bien connu. Voici :**

**« La réalité, juridique et pratique, du droit de grève, est le refus des hommes de l'Etat de faire respecter les contrats par lesquels les salariés s'interdiraient de prendre en otage le processus productif : c'est pourquoi il n'y a pas en France, comme elle existe en Suisse, la Paix du travail : la loi l'interdit !**

**Cette énième violation de la liberté des contrats par les Esclavagistes-Absurdistes au pouvoir entretient donc des relations violentes entre employeurs et salariés.**

**Le texte sur ce tabou a en outre l'avantage de rappeler que, les grèves ne se produisant guère plus que dans les prétendus "services publics", c'est au peuple, leur employeur, que les syndicalistes font la guerre.**

---

Un Phare dans la Nuit.



## TOCQUEVILLE MAGAZINE

### LE FLASH

**LUNDI 23 AVRIL 2007**

### LA CHRONIQUE DES AVEUX

**L'enrichissement personnel des députés, sénateurs, et ministres dans la défunte démocratie française est l'objectif permanent bien que jamais avoué des politiques : « n'avouez jamais » est un des principes de ce que j'appelle la « République Fromagère ».**

**L'amusant est que, malgré toutes les précautions, les aveux arrivent souvent et presque par hasard.**

**Patrick Ollier, qui vient d'être nommé président de l'Assemblée, sans doute à titre provisoire, vient de formuler un incroyable aveu. Le nouveau président a décidé de supprimer les avantages la vie dont bénéficiaient ses prédécesseurs après avoir quitté leurs**

fonctions. C'est l'occasion d'apprendre dans le détail le formidable butin que voici : un bureau, une voiture avec chauffeur et deux collaborateurs au Palais-Bourbon. Ils sont quatre aujourd'hui à bénéficier de cette richesse incommensurable.

La valeur patrimoniale de ce gigantesque pactole est difficile à calculer. Tout compte fait cela doit représenter 500 000 € par an et peut-être davantage compte tenu de ce que cette rente n'est pas imposable. Pour apprécier sa valeur en capital il faudrait tenir compte de l'espérance de vie d'un ancien président de l'assemblée nationale, calcul que les assureurs savent faire mais qui est impossible compte tenu du faible nombre de ces rentiers de nature particulière.

Pour aller plus loin dans la réflexion il faut savoir si au Sénat la même richesse est distribuée aux anciens présidents et puis également explorer d'autres assemblées.

N'oublions pas que cet enrichissement indu était totalement légal. La République Fromagère est l'enrichissement des politiques par la loi qu'ils fabriquent à ce seul effet. C'est bien plus commode et bien plus juteux qu'une République Bananière où l'enrichissement est illégal et, de ce fait, légèrement dangereux.

Quelle est la raison de ce subit aveu que fait le nouveau président, alors que tout baignait dans le silence complice des médias ? Il faut s'interroger.

Une remarque pour terminer. La presse nous parle dès qu'elle en a l'occasion de patrons voyous. Jamais nous n'entendons l'expression de députés voyous qui seraient pourtant fort légitime.

**Michel de Poncins**

---

**Pour vous inscrire, inscrire un ami ou vous désinscrire**

**[micheldeponcins@easyconnect.fr](mailto:micheldeponcins@easyconnect.fr)**

---

## **REVUE DE PRESSE**

### **LA RUINE PAR LES MAIRES**

**Nous signalons souvent comment les maires ruinent leurs administrés, mais cette action devient parfois comique.**

**Il existe des villes qui se proclament « Actives du programme national nutrition santé ». La ville d'Orléans vient de signer devant les journalistes une charte à ce sujet avec le ministre de la santé, Xavier Bertrand.**

**Il faudra pour respecter la charte décorer les cages d'escalier des bâtiments municipaux pour encourager la pratique d'un exercice physique au quotidien, car ces gens se mêlant abusivement de notre santé veulent nous obliger à faire de l'exercice alors que cette activité devrait rester totalement privée !**

## **UNE BONNE NOUVELLE DU QUEBEC**

**Une bonne nouvelle nous arrive du Québec.**

**Bien entendu, suivant la mode imposée par la Pensée Unique Totalitaire ou P.U.T., le pouvoir en place avait imaginé des méthodes de discrimination positive et c'était en particulier pour faciliter l'accès au marché du travail des femmes et des handicapés. Mais cela n'a pas manqué de déborder sur d'autres catégories de population jugées désirables selon le bon plaisir de cette P.U.T.**

**D'où l'ascension du parti « l'Action Démocratique du Québec (ADQ) » que les autres partis se sont empressés d'accuser de populisme. De ce fait, le premier ministre lui-même, Jean Charest, a déclaré lui aussi que le Québec avait besoin de protéger sa culture et son identité.**

---

## **CITATIONS**

### **LE COUT DE L'IMMIGRATION**

**John Reid, ministre de l'intérieur britannique :**

**« L'immigration vole l'argent des contribuables...l'accès aux avantages doit être supprimé aux clandestins ».**

**L'ISF :**

**Anders Borg, ministre des finances suédois :**

**« Quand les pays, les uns après les autres, suppriment l'impôt sur la fortune, et que nous nous trouvons parmi les derniers pays à toujours l'avoir, alors il faut prendre ce type de décision ».**

---

## **LES BREVES**

### **LE DRAME DES EFFETS DE SEUIL**

**Les lois fiscales et sociales sont remplies d'effets de seuil et le résultat est dévastateur. Un premier seuil est celui de dix salariés, le passage à ces dix générant un ouragan catastrophique en charges et en formalités.**

**La France compte deux fois plus d'entreprises de 9 salariés que de dix. Il serait facile pour l'INSEE de calculer le nombre d'emplois supplémentaires qui se créeraient si l'effet de seuil était supprimé.**

### **LA HALDE FAIT DES PETITS**

**Un des principes de la « République Fromagère » s'écrit ainsi : « Tout nouvel organisme public n'a de cesse que de s'étendre soit en faisant des petits dans les provinces soient ensuite en suscitant des organismes internationaux afin d'arriver à une sorte de constellation internationale ».**

**C'est le cas de la HALDE, « ce machin » qui est destiné à propager la discrimination dans le sens où le veut le bon plaisir des personnes au pouvoir. Cette Halde va développer des relais locaux. Cinq d'entre eux seront mis en place avant la fin du mois d'avril. Effet de ruine garanti.**

### **BERNARD TAPIE**

**L'ancien ou actuel milliardaire de gauche bien connu, Bernard Tapie s'est rallié à Sarkozy. Voici une déclaration d'Arnaud Montebourg que nous reproduisons sans en croire un seul mot : « La seule question que je me pose, c'est quel est le prix de son ralliement ? Car il est évident que Tapie attend en retour qu'on manipule la justice à son profit dans l'affaire du Crédit Lyonnais afin de se refaire une fortune engloutie. Tout cela n'a que le sens sonnante et trébuchant des promesses d'argent »**

**Remarquez aussi que cette déclaration est un aveu terrible sur les mœurs décadentes du personnel politique dans son ensemble.**

---

## **DOCUMENTS**

### **EN MEURTHE ET MOSELLE : LE BAL DES CHIMERES**

**Je vous prie de trouver ci-joint copie de l'éditorial du magazine trimestriel (en quadrichromie) du Conseil général de Meurthe et Moselle, n° 36, avril 2007.**

**Le président, Michel Dinet, fut d'abord instituteur à Vannes-le-Chatel (pays de cristallerie au sud du département), puis fut maire de Vannes le Chatel, puis député socialiste, puis conseiller général, puis président du CG. Le site du Conseil général en question est [www.cg54.fr](http://www.cg54.fr) .**

**- Dans on édito, Dinet parle de la démarche TTEM = Travailler et Transmettre en Meurthe et Moselle, qu'il vient d'inventer.**

**- En page 27 du même numéro, qui revient sur le TTEM (serait-ce un TOTEM ?), on lit : « TTEM, un outil sur mesure. L'emploi durable. Tel est l'objectif du contrat Travailler et Transmettre en Meurthe-et-Moselle. Ce dispositif du conseil général, unique en France, entre dans sa phase opérationnelle. Plusieurs contrats ont déjà été signés dont un avec le centre culturel Pablo-Picasso à Homécourt ». Homécourt, bourg sidérurgique (« La Marine, d'Homécourt ») sinistré, est dirigé depuis quelques lustres, par une municipalité communiste.**

**On lit aussi : « Ce contrat, unique en France, est un dispositif créé par le conseil général en lien avec l'agence nouvelle des solidarités actives [association créée par Martin Hirsch, président d'Emmaüs]. (...) A destination des personnes en situation d'exclusion durable de l'emploi, le contrat TTEM s'appuie sur les dispositifs de contrats aidés existants (CIRMA et Contrats d'avenir) en allant au-delà de ce qui est prévu par la loi (...).**

**Voilà peut-être de quoi nourrir votre flash périodique.**

**Bonnes Pâques.**

**Robert DAVION.**

---